21-84.096 FS-B

N° 00772

12 JUILLET 2022

REJET

M. SOULARD président,

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, DU 12 JUILLET 2022

MM. [R] [K] et [S] [M] ont formé des pourvois contre l'arrêt de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Lyon, en date du 20 mai 2021, qui, dans l'information suivie contre eux des chefs notamment d'infractions à la législation sur les stupéfiants, association de malfaiteurs, en récidive, a prononcé sur leur demande d'annulation de pièces de la procédure.

Par ordonnance en date du 13 septembre 2021, le président de la chambre criminelle a joint les pourvois et prescrit leur examen immédiat.

Un mémoire, commun aux demandeurs, a été produit.

Sur le rapport de Mme Labrousse, conseiller, les observations de la SCP Marlange et de La Burgade, avocat de MM. [K] et [M], et les conclusions de M. Petitprez, avocat général, après débats en l'audience publique du 19 mai 2022 où étaient présents M. Soulard, président, Mme Labrousse, conseiller rapporteur, M. Bonnal, M. de Larosière de Champfeu, Mme Ménotti, Mme Leprieur, Mme Sudre, M. Maziau, Mme Issenjou, M. Turbeaux, M. Seys, M. Dary, Mme Thomas, M. Laurent, conseillers de la chambre, Mme Barbé, M. Violeau, M. Mallard, Mme Guerrini, M. Michon, conseillers référendaires, M. Petitprez, avocat général, et M. Maréville, greffier de chambre,

la chambre criminelle de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu le présent arrêt.

Faits et procédure

1. Il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure ce qui suit.
2. Le 30 septembre 2019, une enquête préliminaire a été ouverte à la suite de la réception par un service de police d'une carte de visite portant l'inscription « Uber Green » et proposant un service de livraison d'herbe de cannabis, joignable chaque jour à un numéro indiqué.

3. Les investigations, notamment téléphoniques, sur le fondement de l'article 77-1-1 du code de procédure pénale, ainsi que les surveillances ont permis de confirmer l'existence d'un trafic de stupéfiants.
4. Le 14 novembre 2019, le procureur de la République a ouvert une information judiciaire contre personne non dénommée des chefs d'infractions à la législation sur les stupéfiants et association de malfaiteurs.
5. La poursuite des investigations, notamment des réquisitions aux opérateurs de télécommunications, a permis d'identifier MM. [S] [M] et [R] [K], qui ont été interpellés et mis en examen respectivement les 11 et 12 juin 2020.
6. Le 14 décembre 2020, ils ont présenté une requête conjointe en nullité de l'ensemble des réquisitions délivrées à ces opérateurs en exposant que tant la conservation des données de connexion que leur communication aux enquêteurs étaient contraires au droit de l'Union européenne.

Examen des moyens

Sur l'irrecevabilité du moyen en ce qu'il est proposé pour M. [M], relevée d'office et mise dans le débat

7. Il résulte des dispositions de l'article 173-1 du code de procédure pénale que, sous peine d'irrecevabilité, la personne mise en examen doit faire état des moyens pris de la nullité des actes accomplis avant son interrogatoire de première comparution dans un délai de six mois à compter de cet interrogatoire, sauf dans le cas où elle n'aurait pu les connaître.
8. En l'espèce, M. [M] a été mis en examen le 11 juin 2020 de sorte que le délai de forclusion, prévu à l'article précité, expirait le vendredi 11 décembre 2020.
9. C'est, dès lors, à tort que la chambre de l'instruction a déclaré recevable la requête en nullité de l'intéressé, en date du 14 décembre 2020, au visa de l'article 4 de l'ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.
10. En effet, la Cour de cassation juge que le délai de six mois imparti par l'article 173-1 du code de procédure pénale à la personne mise en examen pour faire état des moyens pris de la nullité des actes accomplis avant son interrogatoire de première comparution ou de cet interrogatoire lui-même, à compter de la notification de sa mise en examen, ne s'interprète pas comme un délai de recours et n'entre pas dans les prévisions de cet article (Crim., 9 février 2021, pourvoi n° 20-84.939).
11. Il s'ensuit que le moyen, en ce qu'il est présenté par M. [M], doit être déclaré irrecevable.

Sur le moyen en ce qu'il est présenté pour M. [K]

Enoncé du moyen

12. Le moyen critique l'arrêt attaqué en ce qu'il a rejeté la requête en nullité tendant à l'annulation, d'une part, de l'ensemble des réquisitions portant sur les données à caractère personnel conservées par les opérateurs de communications électroniques, d'autre part, de l'ensemble des actes subséquents ayant trouvé leur support nécessaire dans ces actes irréguliers et a, en conséquence, ordonné le renvoi de la procédure au juge d'instruction, alors :

« 1°/ que le droit interne ne peut prévoir, aux fins de la lutte contre la criminalité grave et de la prévention des menaces graves contre la sécurité publique, qu'une conservation ciblée des données relatives au trafic et des données de localisation qui soit délimitée, sur la base d'éléments objectifs et non discriminatoires, en fonction de catégories de personnes concernées ou au moyen d'un critère géographique, pour une période temporellement limitée au strict nécessaire, ce qui exclut toute conservation généralisée et indifférenciée des données de trafic ou de localisation ; qu'en rejetant cependant la requête en nullité de M. [K], poursuivi des chefs de récidive de trafic de produits stupéfiants, d'association de malfaiteurs et de blanchiment, tendant à l'annulation des pièces obtenues au moyen de la conservation généralisée et indifférenciée de leurs données de trafic et de localisation, aux motifs que le droit de l'Union européenne ne s'opposait pas à cette conservation généralisée des données, la cour d'appel a violé l'article 15, § 1er, de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 juillet 2002, concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, telle que modifiée par la directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2009, ensemble l'article 23, § 1er, du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, § 1er, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

2°/ que le droit interne ne peut prévoir, à des fins de lutte contre la criminalité, une conservation généralisée et indifférenciée de l'ensemble des données relatives au trafic et des données de localisation de tous les abonnés et utilisateurs inscrits concernant tous les moyens de communication électronique ; qu'en rejetant la requête en nullité de M. [K], poursuivi des chefs de récidive de trafic de produits stupéfiants, d'association de malfaiteurs et de blanchiment, tendant à l'annulation des pièces obtenues au moyen de la conservation généralisée et indifférenciée de ses données de trafic et de localisation, aux motifs que la conservation de l'ensemble de ses données ne portait pas une atteinte disproportionnée à son droit au respect de la vie privée ou à la protection de ses données personnelles, la cour d'appel a statué par des motifs tout à la fois impropres et inopérants à justifier son arrêt, violant ainsi l'article 15, § 1er, de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 juillet 2002, concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, telle que modifiée par la directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2009, ensemble l'article 23, § 1er, du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, § 1er, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

3°/ que le ministère public, dont la mission est de diriger la procédure d'instruction pénale et d'exercer, le cas échéant, l'action publique lors d'une procédure ultérieure, n'est pas une autorité indépendante compétente pour autoriser l'accès d'une autorité publique aux données relatives au trafic et aux données de localisation aux fins d'une instruction pénale ; qu'en jugeant le contraire pour rejeter l'exception de nullité de M. [K], aux motifs que « l'autorité judiciaire (2) comprend à la fois les magistrats du siège et du parquet », la cour d'appel s'est fondée sur des motifs impropres et inopérants à justifier son arrêt, violant ainsi l'article 15, § 1er, de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 juillet 2002, concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, telle que modifiée par la directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2009, ensemble l'article 23, § 1er, du règlement 2016/679 du Parlement européen

et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, § 1er, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

4°/ que le juge pénal doit écarter des informations et des éléments de preuve qui ont été obtenus par une conservation généralisée et indifférenciée des données relatives au trafic et des données de localisation incompatible avec le droit de l'Union, dans le cadre d'une procédure pénale ouverte à l'encontre de personnes soupçonnées d'actes de criminalité, dès lors que ces personnes ne sont pas en mesure de commenter efficacement ces informations et ces éléments de preuve, provenant d'un domaine échappant à la connaissance des juges et qui sont susceptibles d'influencer de manière prépondérante l'appréciation des faits ; qu'en rejetant cependant la requête en nullité de M. [K], poursuivi des chefs de récidive de trafic de produits stupéfiants, d'association de malfaiteurs et de blanchiment, tendant à l'annulation des pièces obtenues au moyen de la conservation généralisée et indifférenciée de ses données de trafic et de localisation, aux seuls motifs que le droit de l'Union européenne ne s'opposait pas à cette conservation généralisée des données et que la conservation de l'ensemble de ses données ne portait pas une atteinte disproportionnée à son droit au respect de la vie privée ou à la protection de ses données personnelles, d'une part, et, que les officiers de police judiciaire avaient agi sur l'autorisation et sous le contrôle du procureur de la République dans le cadre de l'enquête initiale (autorisation recueillie expressément le 30 septembre 2019), c'est-à-dire sur l'autorisation préalable et sous le contrôle permanent de l'autorité judiciaire « qui comprend à la fois les magistrats du siège et du parquet », d'autre part, sans rechercher si M. [K] était en mesure de commenter efficacement les informations et les éléments de preuve recueillis à son encontre, provenant d'un domaine échappant à la connaissance des juges et qui étaient susceptibles d'influencer de manière prépondérante l'appréciation des faits, la cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard de l'article 15, § 1er, de la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil, du 12 juillet 2002, concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, telle que modifiée par la directive 2009/136/CE du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2009, ensemble l'article 23, § 1er, du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, § 1er, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. »

Réponse de la Cour

13. Par arrêt de ce jour, la Cour de cassation a énoncé les principes suivants (Crim., 12 juillet 2022, pourvoi n° 21-83.710, publié au Bulletin).

14. L'article L. 34-1, III, du code des postes et des communications électroniques, dans sa version issue de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013, mis en oeuvre par l'article R. 10-13 dudit code, tel qu'il résultait du décret n° 2012-436 du 30 mars 2012, est contraire au droit de l'Union européenne en ce qu'il imposait aux opérateurs de services de télécommunications électroniques, aux fins de lutte contre la criminalité, la conservation généralisée et indifférenciée des données de connexion, à l'exception des données relatives à l'identité civile, aux informations relatives aux comptes et aux paiements, ainsi qu'en matière de criminalité grave, de celles relatives aux adresses IP attribuées à la source d'une connexion.

15. En revanche, la France se trouvant exposée, depuis décembre 1994, à une menace grave et réelle, actuelle ou prévisible à la sécurité nationale, les textes précités de droit interne étaient

conformes au droit de l'Union en ce qu'ils imposaient aux opérateurs de services de télécommunications électroniques de conserver de façon généralisée et indifférenciée les données de trafic et de localisation, aux fins de la recherche, de la constatation et de la poursuite des infractions portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation et des actes de terrorisme, incriminés aux articles 410-1 à 422-7 du code pénal.

16. Les articles 60-1 et 60-2, 77-1-1 et 77-1-2, 99-3 et 99-4 du code de procédure pénale, dans leur version antérieure à la loi n° 2022-299 du 2 mars 2022, lus en combinaison avec le sixième alinéa du paragraphe III de l'article préliminaire du code de procédure pénale, permettaient aux autorités compétentes, de façon conforme au droit de l'Union, pour la lutte contre la criminalité grave, en vue de l'élucidation d'une infraction déterminée, d'ordonner la conservation rapide, au sens de l'article 16 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité du 23 novembre 2001, des données de connexion, même conservées aux fins de sauvegarde de la sécurité nationale.

17. Il appartient à la juridiction, lorsqu'elle est saisie d'un moyen en ce sens, de vérifier, d'une part, que les éléments de fait justifiant la nécessité d'une telle mesure d'investigation répondent à un critère de criminalité grave, dont l'appréciation relève du droit national, d'autre part, que la conservation rapide des données de trafic et de localisation et l'accès à celles-ci respectent les limites du strict nécessaire.

18. S'agissant de la gravité des faits, il appartient au juge de motiver sa décision au regard de la nature des agissements de la personne poursuivie, de l'importance du dommage qui en résulte, des circonstances de la commission des faits et de la durée de la peine encourue.

19. Les articles 60-1 et 60-2, 77-1-1 et 77-1-2 du code de procédure pénale sont contraires au droit de l'Union uniquement en ce qu'ils ne prévoient pas préalablement à l'accès aux données un contrôle par une juridiction ou une entité administrative indépendante. En revanche, le juge d'instruction est habilité à contrôler l'accès aux données de connexion.

20. Une personne mise en examen n'est recevable à invoquer la violation de l'exigence précitée que si elle prétend être titulaire ou utilisatrice de l'une des lignes identifiées ou si elle établit qu'il aurait été porté atteinte à sa vie privée, à l'occasion des investigations litigieuses.

21. L'existence d'un grief pris de l'absence d'un tel contrôle est établie si l'accès aux données de trafic et de localisation a méconnu les conditions matérielles posées par le droit de l'Union. Tel est le cas si l'accès a porté sur des données irrégulièrement conservées, s'il a eu lieu, hors hypothèse de la conservation rapide, pour une finalité moins grave que celle ayant justifié la conservation, n'a pas été circonscrit à une procédure visant à lutter contre la criminalité grave et a excédé les limites du strict nécessaire.

22. En l'espèce, M. [K] ne justifie ni même n'allègue qu'il aurait été porté atteinte à sa vie privée par les réquisitions délivrées aux opérateurs téléphoniques tendant à obtenir les facturations détaillées et les géolocalisations de lignes téléphoniques dont il n'était ni le titulaire ni l'utilisateur. Il n'a dès lors pas qualité pour en solliciter la nullité.

23. En revanche, il est recevable à solliciter la nullité des investigations relatives aux données de connexion de la ligne dont il était l'utilisateur et auxquelles ont accédé les enquêteurs sur commission rogatoire du juge d'instruction.

24. C'est à tort, pour la raison exposée au paragraphe 14, que, pour ne pas faire droit à la nullité prise de la conservation irrégulière de ces données, l'arrêt énonce en substance que la lutte contre la criminalité grave justifie l'ingérence dans les droits fondamentaux au respect de la vie privée et à la

protection des données à caractère personnel, sous réserve de proportionnalité au but poursuivi et que cette ingérence soit encadrée par la loi.

25. L'arrêt n'encourt néanmoins pas la censure pour les raisons suivantes.

26. En premier lieu, la chambre de l'instruction a énoncé que les faits, passibles d'une peine de dix ans d'emprisonnement, relevaient, par leur ampleur et leur structure, de la criminalité organisée.

27. Dès lors, ils relevaient de la criminalité grave.

28. En second lieu, la chambre de l'instruction a constaté que c'est exclusivement dans le cadre de l'enquête, dont l'objet était délimité précisément, que les enquêteurs ont sollicité, pour une période limitée, des informations alors détenues par les opérateurs de téléphonie concernant des lignes en lien direct avec les infractions motivant les investigations.

29. Il s'ensuit qu'agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction, les enquêteurs pouvaient, sans méconnaître les dispositions conventionnelles invoquées au moyen, accéder aux données de trafic et de localisation régulièrement conservées pour la finalité de la sauvegarde de la sécurité nationale.

30. Le moyen ne peut dès lors être accueilli.

31. Par ailleurs l'arrêt est régulier en la forme.

PAR CES MOTIFS, la Cour :

REJETTE les pourvois ;

20-86.652 FS-B

N° 00773

12 JUILLET 2022

REJET

M. SOULARD président,

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

**ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, DU 12 JUILLET
2022**

M. [V] [B] a formé un pourvoi contre l'arrêt de la chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, en date du 16 novembre 2020, qui, dans l'information suivie contre lui des chefs d'enlèvement et séquestration en bande organisée et association de malfaiteurs, a prononcé sur sa demande d'annulation de pièces de la procédure.

Par ordonnance en date du 1er mars 2021, le président de la chambre criminelle a prescrit l'examen immédiat du pourvoi.

Un mémoire et des observations complémentaires ont été produits.

Sur le rapport de Mme Barbé, conseiller référendaire, les observations de la SCP Spinosi, avocat de M. [V] [B], et les conclusions de M. Valat, avocat général, l'avocat du demandeur ayant eu la parole en dernier, après débats en l'audience publique du 19 mai 2022 où étaient présents M. Soulard, président, Mme Barbé, conseiller rapporteur, M. Bonnal, M. de Larosière de Champfeu, Mme Ménotti, Mme Leprieur, Mme Sudre, M. Maziau, Mme Issenjou, M. Turbeaux, Mme Labrousse, M. Seys, M. Dary, Mme Thomas, M. Laurent, conseillers de la chambre, M. Violeau, M. Mallard, Mme Guerrini, M. Michon, conseillers référendaires, M. Valat, avocat général, et M. Maréville, greffier de chambre,

la chambre criminelle de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu le présent arrêt.

Faits et procédure

1. Il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure ce qui suit.
2. M. [Y] [W] s'est présenté aux services de police le 22 décembre 2019 au matin, pour signaler l'enlèvement de son fils [Z] [W], âgé de 17 ans, survenu dans la nuit.

3. Il a expliqué aux enquêteurs qu'il conservait des stupéfiants dans son garage pour le compte de tiers et que, suite à la disparition de trente kilogrammes de résine de cannabis qui y étaient entreposés, les trafiquants avaient enlevé son fils qu'ils menaçaient de tuer s'il ne se rendait pas au rendez-vous qu'ils lui fixaient.
4. Un dispositif de surveillance a alors été mis en place vers 14 heures par la brigade de recherches et d'intervention dans le périmètre de géolocalisation de trois téléphones, deux utilisés par les ravisseurs et le troisième appartenant à la victime elle-même.
5. En présence constante d'un enquêteur, M. [Y] [W] a communiqué par téléphone avec les ravisseurs et s'est rendu au point de rendez-vous. Constatant la présence, vers 16 heures, de la victime accompagnée d'un jeune homme, identifié par la suite comme étant [F] [B], les policiers ont interpellé ce dernier et mis la victime en sécurité.
6. La poursuite de l'enquête a donné lieu à l'interpellation de plusieurs autres personnes dont M. [V] [B], oncle de [F] [B], et la mise en évidence d'un lien entre les téléphones utilisés par les ravisseurs et ceux qui ont été géolocalisés.
7. M. [V] [B] a été mis en examen le 26 décembre 2019.
8. Il a formé une requête en nullité de deux autorisations de géolocalisation des lignes téléphoniques et de tous les actes subséquents, critiquant l'insuffisance de leur motivation.

Examen des moyens

Sur le premier moyen

Enoncé du moyen

9. Le moyen critique l'arrêt attaqué en ce qu'il a rejeté le moyen tiré de la nullité des autorisations de géolocalisation des lignes téléphoniques n° 06 17 35 74 31 et n° 06 41 29 96 39, alors :

« 1°/ qu'en édictant les dispositions des articles 230-32 et 230-33 du code de procédure pénale - lesquelles autorisent, dans le cadre d'une enquête de flagrance, d'une enquête préliminaire ou d'une procédure prévue aux articles 74 à 74-2, le recours à tout moyen technique destiné à la localisation en temps réel d'une personne, à l'insu de celle-ci, d'un véhicule ou de tout autre objet, sans le consentement de son propriétaire ou de son possesseur, par décision du seul procureur de la République et sans contrôle préalable par une juridiction indépendante pour une durée maximale de quinze jours ou huit jours consécutifs selon les cas -, le législateur a, d'une part, porté une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée ainsi qu'aux droits de la défense et à un recours effectif et, d'autre part, méconnu sa propre compétence en affectant ces mêmes droits et libertés que la Constitution garantit ; qu'en l'espèce, la chambre de l'instruction a rejeté la demande d'annulation des autorisations de géolocalisation prises par le seul procureur de la République sur le fondement de ces textes ; que dès lors, l'arrêt attaqué se trouvera privé de base légale consécutivement à la déclaration d'inconstitutionnalité qui interviendra ;

2°/ que l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2002/58 du Parlement et du Conseil du 12 juillet 2002, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, paragraphe 1, de la Charte, s'oppose à une réglementation nationale donnant compétence au ministère public, dont la mission est de diriger la procédure d'instruction pénale et d'exercer, le cas échéant, l'action publique lors d'une procédure ultérieure, pour autoriser l'accès d'une autorité publique aux données relatives au

trafic et aux données de localisation aux fins d'une instruction pénale (CJUE, 2 mars 2021, H.K./Prokurator, Aff. C-746/18) ; que, dès lors, en refusant d'annuler les décisions d'autorisation de géolocalisation des lignes téléphoniques n° 06 17 35 74 31 et n° 06 41 29 96 39, prises par le seul procureur de la République sur le fondement des articles 230-32 et 230-33 du code de procédure pénale sans contrôle préalable effectué soit par une juridiction soit par une entité administrative indépendante, la chambre de l'instruction a violé les textes susvisés, ensemble le principe de primauté du droit de l'Union européenne ;

3°/ que toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit être nécessaire et proportionnée, ce qui implique qu'elle soit entourée de garanties adéquates et suffisantes contre les abus ; qu'en refusant d'annuler les décisions d'autorisation de géolocalisation des lignes téléphoniques n° 06 17 35 74 31 et n° 06 41 29 96 39 prises par le seul procureur de la République, lorsque ce magistrat, qui dirige la procédure d'enquête et exerce l'action publique, est partie à la procédure et, par conséquent, ne présente pas les garanties d'impartialité et d'indépendance nécessaires pour apprécier la nécessité et la proportionnalité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée que constituent les opérations de géolocalisation, la chambre de l'instruction a violé les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

Réponse de la Cour

Sur le moyen, pris en sa première branche

10. Par décision n° 2021-930 QPC du 23 septembre 2021, le Conseil constitutionnel a déclaré la première phrase du 1° de l'article 230-33 du code de procédure pénale, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, conforme à la Constitution.

11. Dès lors, le grief devient sans objet.

Sur le moyen, pris en sa deuxième branche

12. Afin de garantir l'effectivité de l'ensemble des dispositions du droit de l'Union européenne, le principe de primauté impose aux juridictions nationales d'interpréter, dans toute la mesure du possible, leur droit interne de manière conforme au droit de l'Union. A défaut de pouvoir procéder à une telle interprétation, le juge national a l'obligation d'assurer le plein effet des dispositions du droit de l'Union en laissant au besoin inappliquée, de sa propre autorité, toute disposition contraire de la législation nationale, même postérieure, sans qu'il ait à demander ou à attendre l'élimination préalable de celle-ci par voie législative ou par tout autre procédé constitutionnel (CJCE, arrêt du 9 mars 1978, Simmenthal, 106/77).

13. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) énonce que le droit communautaire n'impose pas aux juridictions nationales de soulever d'office un moyen tiré de la violation de dispositions communautaires, lorsque l'examen de ce moyen les obligerait à sortir des limites du litige tel qu'il a été circonscrit par les parties. Ces juridictions sont néanmoins tenues de soulever d'office les moyens de droit tirés d'une règle communautaire contraignante lorsque, en vertu du droit national, elles ont l'obligation ou la faculté de le faire par rapport à une règle contraignante de droit national (CJCE, arrêt du 14 décembre 1995, Van Schijndel et van Veen, C-430/93 et C-431/93, point 14 ; CJUE, arrêt du 12 février 2008, Kempter, C-2/06, point 45).

14. Plus particulièrement dans les procédures de cassation, la CJUE énonce que le droit de l'Union, en principe, ne s'oppose pas à ce que les États membres, conformément au principe de l'autonomie procédurale, limitent ou soumettent à des conditions les moyens susceptibles d'être invoqués dans

ces procédures, sous réserve du respect des principes d'effectivité et d'équivalence (CJUE, arrêt du 17 mars 2016, [N] [H], C-161/15, point 27).

15. Le principe d'équivalence commande que l'ensemble des règles de procédure nationales s'applique indifféremment aux recours fondés sur la violation du droit de l'Union et aux recours fondés sur la méconnaissance du droit interne ayant un objet et une cause semblables.

16. En droit national, le moyen présenté pour la première fois devant la Cour de cassation est nouveau, et, comme tel, irrecevable (Crim., 18 juin 1997, pourvoi n° 96-84.926, Bull. crim. 1997, n° 246), sauf s'il s'agit d'un moyen d'ordre public et de pur droit (Crim., 1er octobre 1987, pourvoi n° 86-96.148, Bull. crim. 1987, n° 323).

17. Par arrêt de ce jour (Crim., 12 juillet 2022, pourvoi n° 21-83.710, publié au Bulletin), la Cour de cassation a jugé que les exigences européennes en matière de conservation et d'accès aux données de connexion ont pour objet la protection du droit au respect de la vie privée, du droit à la protection des données à caractère personnel et du droit à la liberté d'expression (CJUE, arrêt du 6 octobre 2020, La Quadrature du Net e.a., [1]., C-511/18, C-512/18, C-520/18), de sorte que leur méconnaissance n'affecte qu'un intérêt privé.

18. Dès lors, le moyen pris de la violation de l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002, telle que modifiée par la directive 2009/136/CE du 25 novembre 2009, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, paragraphe 1, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne par la Cour de justice de l'Union européenne, n'est pas d'ordre public.

19. Il doit, par conséquent, avoir été préalablement soumis aux juges du fond pour être recevable devant la Cour de cassation.

20. Le principe d'effectivité impose, en outre, que les parties aient une véritable possibilité de soulever un moyen fondé sur le droit de l'Union européenne devant une juridiction nationale.

21. Au cas d'espèce, il convient de constater que le requérant a eu la possibilité de soulever, devant les juges du fond, le moyen pris de la violation de l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002, telle que modifiée par la directive 2009/136/CE du 25 novembre 2009, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, paragraphe 1, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne par la Cour de justice de l'Union européenne.

22. Or, le requérant n'a pas soulevé ce moyen devant les juges du fond. Il a seulement invoqué l'insuffisance de la motivation des autorisations de géolocalisation.

23. En conséquence, le grief est irrecevable.

Sur le moyen, pris en sa troisième branche

24. Le grief, qui n'a pas été soumis à la juridiction du fond, n'est pas recevable devant la Cour de cassation.

25. Dès lors, le moyen doit être écarté.

Sur le second moyen

Énoncé du moyen

26. Le moyen critique l'arrêt attaqué en ce qu'il a rejeté le moyen tiré de la nullité des autorisations de géolocalisation des lignes téléphoniques n° 06 17 35 74 31 et n° 06 41 29 96 39, alors :

« 1°/ que la décision du procureur de la République autorisant, à l'occasion d'une enquête de flagrance, une opération de géolocalisation, doit être écrite et motivée par référence aux éléments de fait et de droit justifiant que cette opération est nécessaire ; que la chambre de l'instruction, saisie d'une requête en annulation de cette décision prise par le procureur de la République, au motif du défaut de motivation de cette dernière conformément aux exigences légales, ne peut substituer sa propre motivation à celle de ce magistrat ; qu'en l'espèce, par une décision écrite prise au visa de « l'enquête de flagrance conduite sur des faits d'enlèvement, séquestration en bande organisée », le procureur de la République a autorisé la géolocalisation de la ligne téléphonique n° 06 17 35 74 31 aux seuls motifs que « les nécessités de l'enquête exigent qu'il soit procédé à des réquisitions aux fins de géolocalisation en temps réel » de cette ligne téléphonique « utilisée par un des ravisseurs » ; qu'en écartant la demande d'annulation de cette autorisation, motifs pris que celle-ci « expose explicitement les éléments de fait rendant ces opérations aussi nécessaires qu'éminemment urgentes, à savoir l'utilisation de cette ligne téléphonique par l'un des auteurs des faits d'enlèvement et de séquestration en cours au moment où l'autorisation critiquée a été sollicitée et accordée, faits susceptibles d'exposer leur auteur à des peines criminelles et aussi d'aboutir à des conséquences extrêmes pour la victime, conséquences dont il existait alors des raisons plausibles de penser que seule une réaction rapide et efficace des autorités publiques pouvait permettre de les limiter », lorsque la décision du procureur de la République n'exposait aucun élément factuel susceptible d'établir l'existence d'un lien entre les ravisseurs et la ligne téléphonique dont elle autorisait la géolocalisation et qu'elle ne mentionnait ni ne caractérisait l'existence d'une quelconque urgence, la chambre de l'instruction, qui ne pouvait substituer ses propres motifs à ceux de la décision du procureur de la République, a violé les articles préliminaire, 230-32 et 230-33 du code de procédure pénale, ensemble l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ;

2°/ que la décision du procureur de la République autorisant, à l'occasion d'une enquête de flagrance, une opération de géolocalisation, doit être écrite et motivée par référence aux éléments de fait et de droit justifiant que cette opération est nécessaire ; que la chambre de l'instruction, saisie d'une requête en annulation de cette décision prise par le procureur de la République, au motif du défaut de motivation de cette dernière conformément aux exigences légales, ne peut substituer sa propre motivation à celle de ce magistrat ; qu'en l'espèce, par une décision écrite prise au visa de « l'enquête de flagrance diligentée (☒) sur des faits d'enlèvement et séquestration sans libération volontaire en bande organisée », le procureur de la République a autorisé la géolocalisation de la ligne téléphonique n° 06 41 29 96 39 aux motifs que « les nécessités de l'enquête exigent qu'il soit procédé à des réquisitions aux fins de géolocalisation en temps réel » de cette ligne téléphonique « non identifiée à ce jour mais susceptible d'être utilisée par l'un des auteurs des faits » ; qu'en écartant la demande d'annulation de cette autorisation, motifs pris que celle-ci « expose explicitement les éléments de fait rendant ces opérations aussi nécessaires qu'éminemment urgentes, à savoir l'utilisation de cette ligne téléphonique par l'un des auteurs des faits d'enlèvement et de séquestration en cours au moment où l'autorisation critiquée a été sollicitée et accordée, faits susceptibles d'exposer leur auteur à des peines criminelles et aussi d'aboutir à des conséquences extrêmes pour la victime, conséquences dont il existait alors des raisons plausibles de penser que seule une réaction rapide et efficace des autorités publiques pouvait permettre de les limiter », lorsque la décision du procureur de la République n'exposait aucun élément factuel susceptible d'établir l'existence d'un lien entre les ravisseurs et la ligne téléphonique dont elle autorisait la géolocalisation et qu'elle ne mentionnait ni ne caractérisait l'existence d'une quelconque urgence, la chambre de l'instruction, qui ne pouvait substituer ses propres motifs à ceux de la décision du procureur de la République, a violé les articles préliminaire, 230-32 et 230-33 du code de procédure pénale, ensemble l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

Réponse de la Cour

27. Pour rejeter le moyen de nullité tiré de l'irrégularité de la géolocalisation en temps réel des deux lignes téléphoniques utilisées par les personnes soupçonnées d'être les ravisseurs de la victime, l'arrêt attaqué relève qu'elle a été autorisée dans le cadre d'une enquête portant sur des faits susceptibles de qualification criminelle, que cette autorisation a été accordée par le procureur de la République compétent, à l'occasion d'une enquête de flagrance et que cette décision est écrite et motivée par référence aux éléments de fait et de droit justifiant que ces opérations sont nécessaires.

28. Les juges énoncent, en effet, que la motivation, aussi succincte soit-elle, est pleinement suffisante dans la mesure où elle expose explicitement les éléments de fait rendant ces opérations aussi nécessaires qu'éminemment urgentes, à savoir l'utilisation de cette ligne téléphonique par l'un des potentiels auteurs des faits d'enlèvement et de séquestration en cours au moment où l'autorisation critiquée a été sollicitée et accordée, faits susceptibles d'exposer leur auteur à des peines criminelles et aussi d'aboutir à des conséquences extrêmes pour la victime, conséquences dont il existait alors des raisons plausibles de penser que seule une réaction rapide et efficace des autorités publiques pouvait permettre de les limiter.

29. En statuant ainsi, la chambre de l'instruction, qui n'a pas substitué ses motifs à ceux du procureur de la République qui a autorisé la géolocalisation mais en a précisé le contexte, n'a pas méconnu les textes visés au moyen.

30. Dès lors, celui-ci doit être écarté.

31. Par ailleurs l'arrêt est régulier en la forme.

PAR CES MOTIFS, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

21-83.820 FS-B

N° 00771

GM

12 JUILLET 2022

REJET

M. SOULARD président,

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE, DU 12 JUILLET 2022

M. [F] [U] a formé un pourvoi contre l'arrêt de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Fort-de-France, en date du 8 juin 2021, qui, dans l'information suivie contre lui des chefs d'importation et exportation de stupéfiants en bande organisée, infractions à la législation sur les stupéfiants, associations de malfaiteurs, a prononcé sur sa demande d'annulation de pièces de la procédure.

Par ordonnance en date du 13 septembre 2021, le président de la chambre criminelle a prescrit l'examen immédiat du pourvoi.

Un mémoire et des observations complémentaires ont été produits.

Sur le rapport de Mme Labrousse, conseiller, les observations de la SCP Thouvenin, Coudray et Grévy, avocat de M. [U], et les conclusions de M. Petitprez, avocat général, après débats en l'audience publique du 19 mai 2022 où étaient présents M. Soulard, président, Mme Labrousse, conseiller rapporteur, M. Bonnal, M. de Larosière de Champfeu, Mme Ménotti, Mme Leprieur, Mme Sudre, M. Maziau, Mme Issenjou, M. Turbeaux, M. Seys, M. Dary, Mme Thomas, M. Laurent, conseillers de la chambre, Mme Barbé, M. Violeau, M. Mallard, Mme Guerrini, M. Michon, conseillers référendaires, M. Petitprez, avocat général, et M. Maréville, greffier de chambre,

la chambre criminelle de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu le présent arrêt.

Faits et procédure

1. Il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure ce qui suit.

2. A la suite de l'interception dans les eaux territoriales au large de la Martinique d'une embarcation dans laquelle étaient découvertes plusieurs dizaines de kilogrammes de cocaïne, une information judiciaire a été ouverte.

3. Le 6 novembre 2020, M. [F] [U] a été mis en examen des chefs précités.

4. Le 20 avril 2021, il a déposé une requête en nullité visant notamment les réquisitions des enquêteurs portant sur les données de trafic et de localisation de la téléphonie et les actes d'exploitation de ces données.

Examen des moyens

Sur les premier et deuxième moyens

5. Ils ne sont pas de nature à permettre l'admission du pourvoi au sens de l'article 567-1-1 du code de procédure pénale.

Sur le troisième moyen

Enoncé du moyen

6. Le moyen critique l'arrêt attaqué en ce qu'il a rejeté la requête en nullité portant sur les réquisitions des enquêteurs portant sur les données de trafic et de localisation de la téléphonie et des actes d'exploitation de ces données, alors :

« 1°/ que l'article 15, paragraphe 1 de la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52, paragraphe 1, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, s'oppose à des mesures législatives prévoyant, aux fins de protection de la sécurité nationale ou de lutte contre les infractions graves, à titre préventif, la conservation généralisée et indifférenciée des données relatives au trafic et des données de localisation des communications par les fournisseurs des services de communication électronique ; que, dans son mémoire, le mis en examen invoquait la nullité de l'ensemble des opérations d'identification de personnes, dont lui-même, en lien avec les personnes soupçonnées par les enquêteurs d'avoir commis les infractions dont ils étaient saisis, par l'utilisation des données de trafic et de localisation des communications électroniques que les fournisseurs de services de communications électroniques, en l'espèce, les fournisseurs de téléphonie, sont tenus de conserver pendant un an, en application des articles L. 34-1 et R. 10-13 du code des postes et communications électroniques et des articles 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique imposant aux fournisseurs de communications électronique la conservations de toutes les données notamment de trafic et de localisation et l'article 1er du décret du 25 février 2011 pris pour son application, en ce que ces dispositions violaient le droit de l'Union européenne, et en particulier l'article 15 de la directive 2002/58/CE précitée ; qu'en considérant, pour rejeter le moyen de nullité, que le trafic de stupéfiants entrant dans la catégorie des infractions graves justifiant un stockage massif et indifférencié des données de trafic et de localisation gérées par les fournisseurs de communication électronique dans les conditions prévues par l'article 15 de la directive 2002/58, quand les dispositions légales et réglementaires précitées n'ont précisé ni quelles infractions graves justifiaient une obligation de conservation, ni les catégories de données à conserver, ni les personnes concernées, ni les autorités habilitées à définir les cas dans lesquels ce stockage s'impose, la chambre de l'instruction a méconnu l'article 15 de la directive

2002/58, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et 88-1 de la Constitution ;

2°/ qu'en vertu de l'article 8, § 2, de la Convention européenne des droits de l'homme, il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice du droit à la vie privée et au respect des correspondances que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ; qu'en estimant que la conservation en vue de leur exploitation dans le cadre des enquêtes pénales des données de trafic et de localisation des utilisateurs des moyens de communication électroniques étaient justifiées pour la recherche des infractions graves, quand le législateur n'a pas défini les catégories d'infractions graves justifiant une telle ingérence, ni l'autorité habilitée à se prononcer sur l'obligation de conserver de telles données, la cour d'appel a violé l'article 8, §2, de la Convention européenne des droits de l'homme ;

3°/ qu'en vertu de l'article 15 de la directive 2002/52/CE de la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, les données de trafic et de localisation ne peuvent être exploitées que pour la fin qui a autorisé la conservation ; qu'en se référant à l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 avril 2021, ayant jugé que l'obligation de conservation des données de connexion et de localisation pendant un an prévue par la législation et la réglementation nationale, était justifiée par les impératifs de protection de la sécurité nationale que constitue la lutte contre le terrorisme, conservation pourtant non subordonnée à une autorisation d'une juridiction ou d'une autorité indépendante, la chambre de l'instruction, qui a jugé que l'accès à ces données par les enquêteurs agissant sur commission rogatoire était justifié dans le cadre de la recherche des auteurs des infractions visées aux poursuites, pourtant sans lien avec le terrorisme, a violé l'article 15 de la directive 2002/58, lu à la lumière des articles 7, 8 et 11 ainsi que de l'article 52 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

4°/ qu'en vertu de l'article 15 de la directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, l'accès des autorités nationales compétentes aux données de trafic et de localisation conservées est subordonné à un contrôle préalable effectué soit par une juridiction soit par une entité administrative, tiers par rapport à l'autorité de poursuite, et à la condition que la décision de cette juridiction ou de cette entité intervienne à la suite d'une demande motivée de cette autorité de poursuite ; que, par ailleurs, en vertu de l'article 8, paragraphe 2, de la Convention européenne des droits de l'homme, l'exploitation de données de trafic et de connexion pour les besoins d'une enquête répressive ne peut intervenir que sur décision d'un juge indépendant et impartial ; que, dans son mémoire, le mis en examen contestait l'accès par les enquêteurs, agissant sur commission rogatoire, aux données de trafic et de localisation concernant différentes personnes, conservées par les fournisseurs de communication électronique, en ce que cet accès n'avait pas été autorisé par une juridiction ; que la chambre de l'instruction qui ne s'est pas prononcée sur ce moyen de nullité, a privé sa décision de base légale en violation des articles 198 et 593 du code de procédure pénale. »

Réponse de la Cour

7. Par arrêt de ce jour, la Cour de cassation a énoncé les principes suivants (Crim., 12 juillet 2022, pourvoi n° 21-83.710, publié au Bulletin).

8. L'article L. 34-1, III, du code des postes et des communications électroniques, dans sa version issue de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013, mis en oeuvre par l'article R. 10-13 dudit code, tel qu'il résultait du décret n° 2012-436 du 30 mars 2012, est contraire au droit de l'Union européenne en ce qu'il imposait aux opérateurs de services de télécommunications électroniques, aux fins de lutte contre la criminalité, la conservation généralisée et indifférenciée des données de connexion, à l'exception des données relatives à l'identité civile, aux informations relatives aux comptes et aux paiements, ainsi qu'en matière de criminalité grave, de celles relatives aux adresses IP attribuées à la source d'une connexion.

9. En revanche, la France se trouvant exposée, depuis décembre 1994, à une menace grave et réelle, actuelle ou prévisible à la sécurité nationale, les textes précités de droit interne étaient conformes au droit de l'Union en ce qu'ils imposaient aux opérateurs de services de télécommunications électroniques de conserver de façon généralisée et indifférenciée les données de trafic et de localisation, aux fins de la recherche, de la constatation et de la poursuite des infractions portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation et des actes de terrorisme, incriminés aux articles 410-1 à 422-7 du code pénal.

10. Les articles 60-1 et 60-2, 77-1-1 et 77-1-2, 99-3 et 99-4 du code de procédure pénale, dans leur version antérieure à la loi n° 2022-299 du 2 mars 2022, lus en combinaison avec le sixième alinéa du paragraphe III de l'article préliminaire du code de procédure pénale, permettaient aux autorités compétentes, de façon conforme au droit de l'Union, pour la lutte contre la criminalité grave, en vue de l'élucidation d'une infraction déterminée, d'ordonner la conservation rapide, au sens de l'article 16 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité du 23 novembre 2001, des données de connexion, même conservées aux fins de sauvegarde de la sécurité nationale.

11. Il appartient à la juridiction, lorsqu'elle est saisie d'un moyen en ce sens, de vérifier, d'une part, que les éléments de fait justifiant la nécessité d'une telle mesure d'investigation répondent à un critère de criminalité grave, dont l'appréciation relève du droit national, d'autre part, que la conservation rapide des données de trafic et de localisation et l'accès à celles-ci respectent les limites du strict nécessaire.

12. S'agissant de la gravité des faits, il appartient au juge de motiver sa décision au regard de la nature des agissements de la personne poursuivie, de l'importance du dommage qui en résulte, des circonstances de la commission des faits et de la durée de la peine encourue.

13. Les articles 60-1 et 60-2, 77-1-1 et 77-1-2 du code de procédure pénale sont contraires au droit de l'Union uniquement en ce qu'ils ne prévoient pas préalablement à l'accès aux données un contrôle par une juridiction ou une entité administrative indépendante. En revanche, le juge d'instruction est habilité à contrôler l'accès aux données de connexion.

14. Une personne mise en examen n'est recevable à invoquer la violation de l'exigence précitée que si elle prétend être titulaire ou utilisatrice de l'une des lignes identifiées ou si elle établit qu'il aurait été porté atteinte à sa vie privée, à l'occasion des investigations litigieuses.

15. L'existence d'un grief pris de l'absence d'un tel contrôle est établie si l'accès aux données de trafic et de localisation a méconnu les conditions matérielles posées par le droit de l'Union. Tel est le cas si l'accès a porté sur des données irrégulièrement conservées, s'il a eu lieu, hors hypothèse de la conservation rapide, pour une finalité moins grave que celle ayant justifié la conservation, n'a pas été circonscrit à une procédure visant à lutter contre la criminalité grave et a excédé les limites du strict nécessaire.

16. En l'espèce, M. [U] ne justifie ni même n'allègue qu'il aurait été porté atteinte à sa vie privée par les réquisitions délivrées aux opérateurs durant l'enquête ou sur commission rogatoire et tendant à obtenir les facturations détaillées et les géolocalisations des lignes téléphoniques dont il n'était ni titulaire ni utilisateur. Il n'a dès lors pas qualité pour en solliciter la nullité.

17. En revanche, il est recevable à solliciter la nullité des réquisitions portant sur les lignes téléphoniques dont il était l'utilisateur, auxquelles les enquêteurs n'ont eu accès que sur commission rogatoire du juge d'instruction.

18. C'est à tort que, pour ne pas faire droit à la nullité des procès-verbaux d'exploitation de facturations détaillées et de données géolocalisées concernant le requérant, l'arrêt énonce en substance que les articles L. 34-1 et R. 10-13 du code des postes et des communications électroniques, dans leur version en vigueur au moment des faits, prévoyaient une conservation ciblée des données de connexion.

19. En effet, une telle conservation n'existait pas en droit français.

20. L'arrêt n'encourt néanmoins pas la censure pour les motifs qui suivent.

21. D'une part, la chambre de l'instruction a, à juste titre, énoncé que les faits d'importation et d'exportation de plusieurs centaines de kilogrammes de cocaïne d'une grande pureté, en bande organisée, par une structure criminelle de dimension internationale, entrent dans le champ de la criminalité grave.

22. D'autre part, elle a également relevé que l'ingérence dans la vie privée du requérant constituée par les réquisitions aux opérateurs téléphoniques et l'exploitation des données d'identité, de trafic et de géolocalisation apparaissait tout à la fois nécessaire et proportionnée à la poursuite d'infractions pénales relevant de la criminalité grave.

23. Il s'ensuit qu'agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction, les enquêteurs pouvaient, sans méconnaître les dispositions conventionnelles invoquées au moyen, accéder aux données de trafic et de localisation régulièrement conservées pour la finalité de la sauvegarde de la sécurité nationale.

24. Le moyen ne peut dès lors être accueilli.

25. Par ailleurs l'arrêt est régulier en la forme.

PAR CES MOTIFS, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LILLE**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1807951 - 1907674

ASSOCIATION POUR LA SUPPRESSION DES
POLLUTIONS INDUSTRIELLES (ASPI) et
ASSOCIATION PARC SAINT SAUVEUR
(PROTECTION AMÉNAGEMENT
RÉAPPROPRIATION COLLECTIVE DU SITE
SAINT SAUVEUR)

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Lille

(5^{ème} chambre)

M. Antoine Jarrige
Président-Rapporteur

M. Dominique Babski
Rapporteur public

Audience du 23 septembre 2021
Décision du 14 octobre 2021

68-01-002-01
C

Vu la procédure suivante :

I. Par une requête, enregistrée sous le n° 1807951 le 3 septembre 2018, et des mémoires enregistrés les 25 avril 2019, 4 juillet 2019, 3 octobre 2019 et 27 novembre 2019 (ce dernier n'ayant pas été communiqué), l'association pour la suppression des pollutions industrielles (ASPI) et l'association Parc Saint Sauveur (protection, aménagement, réappropriation collective du site Saint Sauveur), représentées par Me Ruef, demandent au tribunal :

1°) d'annuler la délibération du 15 juin 2018 par laquelle le conseil de la métropole européenne de Lille a déclaré d'intérêt général le « projet Saint-Sauveur » et approuvé la mise en compatibilité des dispositions du plan local d'urbanisme avec ce projet ;

2°) de mettre à la charge de la métropole européenne de Lille une somme de 5 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- la décision attaquée a été édictée à l'issue d'une procédure irrégulière, l'étude d'impact réalisée en application de l'article R. 122-5 du code de l'environnement comportant des inexactitudes, des insuffisances et des omissions en ce qui concerne l'emprise de la piscine olympique, l'impact du projet sur l'eau et les nappes phréatiques, la qualité de l'air ainsi que sur les îlots de chaleur urbains ;

- les mesures compensatoires envisagées sont insuffisantes en ce qui concerne la faune et la flore présentes sur le site de Saint-Sauveur ;
- la décision méconnaît les dispositions de l'article L. 154-53 du code de l'urbanisme en tant que les documents soumis à enquête publique ne justifient pas de l'intérêt général de l'opération projetée ;
- la décision méconnaît les dispositions de l'article L. 126-1 du code de l'environnement en tant qu'elle ne comporte pas l'ensemble des éléments exigés par les dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement et ne contient pas de justification suffisante de l'intérêt général de l'opération projetée ;
- la décision du 28 juin 2019 n'a pu ni compléter ni régulariser la décision attaquée dès lors que :
 - elle a été édictée à l'issue d'une procédure irrégulière, les dispositions des articles L. 123-14 et R. 123-3 du code de l'environnement réservant l'ouverture d'une enquête publique complémentaire aux cas dans lesquels la personne responsable du projet estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale ;
 - elle a été édictée à l'issue d'une procédure irrégulière, l'enquête publique ayant été entachée d'un défaut de sincérité ;
 - elle a été édictée à l'issue d'une procédure irrégulière, l'étude d'impact complétée comportant des inexactitudes, des insuffisances et des omissions en ce qui concerne l'impact du projet sur la qualité de l'air, sur l'eau et les nappes phréatiques ainsi que sur la pollution sonore ;
 - elle méconnaît les dispositions de l'article L. 154-53 du code de l'urbanisme en tant que les documents soumis à enquête publique complémentaire ne justifient pas de l'intérêt général de l'opération projetée ;
 - elle méconnaît les dispositions de l'article L. 126-1 du code de l'environnement en tant qu'elle ne contient pas de justification suffisante de l'intérêt général de l'opération projetée ;
 - elle est entachée d'un détournement de pouvoir en ce qu'elle a été édictée pour tenir compte de l'ordonnance du juge des référés suspendant l'exécution de la délibération du 15 juin 2018 et compléter l'information du public, en méconnaissance des dispositions de l'article L. 123-14 du code de l'environnement ;
- le projet n'est pas d'intérêt général au regard des enjeux environnementaux et sociaux afférents à la préservation du site de Saint-Sauveur.

Par des mémoires en défense enregistrés les 4 décembre 2018, 20 mai 2019, 5 août 2019 et 6 novembre 2019, la métropole européenne de Lille, représentée par la SELARL Helios avocats, conclut au rejet de la requête et à ce que soit mise à la charge des associations requérantes la somme de 7 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- la délibération du 28 juin 2019 par laquelle le conseil de la métropole européenne de Lille a déclaré d'intérêt général le « projet Saint-Sauveur » et approuvé la mise en compatibilité des dispositions du plan local d'urbanisme avec ce projet a eu pour effet de régulariser celle du 15 juin 2018 ;
- les moyens soulevés par les associations requérantes ne sont pas fondés.

II. Par une requête, enregistrée sous le n° 1907674 le 4 septembre 2019, l'association pour la suppression des pollutions industrielles (ASPI) et l'association Parc Saint Sauveur (protection, aménagement, réappropriation collective du site Saint Sauveur), représentées par Me Ruef, demandent au tribunal :

1°) d'annuler la délibération du 28 juin 2019 par laquelle le conseil de la métropole européenne de Lille a déclaré d'intérêt général le « projet Saint-Sauveur » et approuvé la mise en compatibilité des dispositions du plan local d'urbanisme avec ce projet ;

2°) de mettre à la charge de la métropole européenne de Lille une somme de 5 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- la décision attaquée a été édictée à l'issue d'une procédure irrégulière, les dispositions des articles L. 123-14 et R. 123-3 du code de l'environnement réservant la possibilité de mener une enquête publique complémentaire aux cas dans lesquels la personne responsable du projet estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale ; en l'espèce, l'enquête publique n'a eu pour objet d'apporter des précisions complémentaires que sur des points qui n'impliquent pas une modification de l'économie générale du projet ;

- la décision a été édictée à l'issue d'une procédure irrégulière, l'enquête publique ayant été entachée d'un défaut de sincérité ;

- la décision a été édictée à l'issue d'une procédure irrégulière, l'étude d'impact complétée comportant des inexactitudes, des insuffisances et des omissions en ce qui concerne l'impact du projet sur la qualité de l'air, sur l'eau et les nappes phréatiques ainsi que sur la pollution sonore ;

- la décision méconnaît les dispositions de l'article L. 154-53 du code de l'urbanisme en tant que les documents soumis à enquête publique complémentaire ne justifient pas de l'intérêt général de l'opération projetée ;

- la décision méconnaît les dispositions de l'article L. 126-1 du code de l'environnement en tant qu'elle ne contient pas de justification suffisante de l'intérêt général de l'opération projetée ;

- la décision est entachée d'un détournement de pouvoir en ce qu'elle a été édictée pour tenir compte de l'ordonnance du juge des référés suspendant l'exécution de la délibération du 15 juin 2018 et compléter l'information du public, en méconnaissance des dispositions de l'article L. 123-14 du code de l'environnement ;

- le projet n'est pas d'intérêt général au regard des enjeux environnementaux et sociaux afférents à la préservation du site de Saint-Sauveur.

Par un mémoire en défense enregistré le 3 décembre 2019, la métropole européenne de Lille, représentée par la SELARL Helios avocats, conclut au rejet de la requête pour les mêmes motifs que ceux exposés sous le n° 1807951 et à ce que soit mise à la charge des associations requérantes la somme de 7 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces des dossiers.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de l'urbanisme ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Jarrige,
- les conclusions de M. Babski, rapporteur public,
- les observations de Me Rueff, représentant l'association pour la suppression des pollutions industrielles et l'association Parc Saint Sauveur,
- et les observations de Me Soleilhac, représentant la métropole européenne de Lille.

Vu les notes en délibéré, enregistrées le 4 octobre 2021, présentées par la métropole européenne de Lille.

Vu la note en délibéré, enregistrée le 5 octobre 2021, présentée par les associations requérantes.

Considérant ce qui suit :

1. Les requêtes susvisées n° 1807951 et n° 1907674 présentent à juger des questions semblables et on fait l'objet d'une instruction commune. Il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul jugement.

2. Par une délibération n° 15C0753 du 16 octobre 2015, le conseil de la métropole européenne de Lille a approuvé la création d'une zone d'aménagement concerté sur le site de Saint-Sauveur en vue de permettre la création de 165 000 m² de logements, 35 000 m² de bureaux, 20 000 m² d'activités et commerces et 20 000 m² d'équipements publics. En application des dispositions de l'article L. 123-2 et L. 126-1 du code de l'environnement et de celles de l'article L. 153-54 du code de l'urbanisme, une enquête publique a été menée du 20 mars au 20 avril 2018. Le 18 mai 2018, le commissaire enquêteur a rendu ses conclusions et avis, en les assortissant de trois réserves et cinq recommandations. Par une délibération du 15 juin 2018, le conseil de la métropole européenne de Lille a déclaré le projet Saint-Sauveur d'intérêt général et a approuvé la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec ce projet. Par une ordonnance de référé n°1807948 du 5 octobre 2018, le juge des référés du tribunal administratif de Lille a suspendu l'exécution de cette délibération. Par un arrêté n°19A020 du 5 février 2019, le président de la métropole européenne de Lille a prescrit une enquête publique complémentaire qui a été menée du 22 février au 8 mars 2019. Le 25 mars 2019, le commissaire enquêteur a rendu ses conclusions et avis en les assortissant d'une réserve et de sept recommandations. Par une délibération du 28 juin 2019, le conseil de la métropole européenne de Lille a procédé à une déclaration « complémentaire » d'intérêt général du projet Saint-Sauveur emportant la mise en compatibilité des dispositions du plan local d'urbanisme avec ce projet.

3. L'association pour la suppression des pollutions industrielles (ASPI) et l'association Parc Saint Sauveur (protection aménagement réappropriation collective du site Saint Sauveur), dont l'intérêt à agir doit être apprécié à la date de l'introduction de leurs requêtes, demandent au tribunal d'annuler les délibérations du 15 juin 2018 et du 28 juin 2019 du conseil de la métropole européenne de Lille, qui n'ont pu être implicitement retirées ou rapportées par la délibération du 12 décembre 2019 du même conseil approuvant la révision générale du plan local d'urbanisme sur les 85 communes de la métropole, tant en ce qu'elles déclarent d'intérêt général le projet Saint-Sauveur, procédure obligatoire en l'espèce et nécessaire afin de permettre la délivrance d'autorisations de travaux, que, de façon indivisible, elles emportent la mise en compatibilité des dispositions du plan local d'urbanisme avec ce projet.

Sur les conclusions à fin d'annulation de la délibération du 15 juin 2018 :

4. Aux termes de l'article L. 126-1 du code de l'environnement : « *Lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application du chapitre III du présent titre, l'autorité de l'Etat ou l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée. / La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre, elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement. / Si la déclaration de projet n'est pas intervenue dans le délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête, l'opération ne peut être réalisée sans une nouvelle enquête. / En l'absence de déclaration de projet, aucune autorisation de travaux ne peut être délivrée (...)* ». Aux termes de l'article L. 153-54 du code de l'urbanisme : « *Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si : / 1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence (...)* ».

En ce qui concerne l'étude d'impact :

5. D'une part, l'article L. 120-1 du code de l'environnement dispose que « *I. - La participation du public à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement est mise en œuvre en vue : / 1° D'améliorer la qualité de la décision publique et de contribuer à sa légitimité démocratique (...)* / *II. - La participation confère le droit pour le public : / 1° D'accéder aux informations pertinentes permettant sa participation effective (...)* ».

6. D'autre part, aux termes de l'article L. 123-2 du code de l'environnement : « *I. - Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption : / 1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 (...)* ». Aux termes de l'article R. 123-8 du même code : « *Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme. / Le dossier comprend au moins : / 1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou au III de l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme (...)* ». Aux termes de l'article L. 122-1 dudit code : « *(...) III. - L'évaluation environnementale est un processus constitué de l'élaboration, par le maître d'ouvrage, d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, dénommé ci-après "étude d'impact" (...)* ».

7. Aux termes de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, dans sa rédaction applicable au présent litige : « I. – Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine. / II. – En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire : / 1° Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant ; / 2° Une description du projet, y compris en particulier : / – une description de la localisation du projet ; / – une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement ; / – une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés ; / – une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement. / (...) 3° Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommée "scénario de référence", et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles ; / 4° Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage ; / 5° Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres : / a) De la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ; / b) De l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ; / c) De l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ; / d) Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ; / e) Du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact : / – ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ; / – ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public. / Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ; / f) Des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ; / g) Des technologies et des substances utilisées. / La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet ; / 6° Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des

risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ; / 7° Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ; / 8° Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour : / – éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ; / – compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité. / La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° ; / 9° Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ; / 10° Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement / 11° Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation ; / 12° Lorsque certains des éléments requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact. / (...) / VII. – Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'étude d'impact : / a) Le maître d'ouvrage s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents ; / b) L'autorité compétente veille à disposer d'une expertise suffisante pour examiner l'étude d'impact ou recourt si besoin à une telle expertise ; / c) Si nécessaire, l'autorité compétente demande au maître d'ouvrage des informations supplémentaires à celles fournies dans l'étude d'impact, mentionnées au II et directement utiles à l'élaboration et à la motivation de sa décision sur les incidences notables du projet sur l'environnement prévue au I de l'article L. 122-1-1. »

8. Les inexactitudes, omissions ou insuffisances d'une étude d'impact ne sont susceptibles de vicier la procédure, et donc d'entraîner l'illégalité de la décision prise au vu de cette étude, que si elles ont pu avoir pour effet de nuire à l'information complète de la population ou si elles ont été de nature à exercer une influence sur la décision de l'autorité administrative.

S'agissant de la piscine olympique :

9. Il ressort des pièces du dossier que dans le cadre de son aménagement, le site de Saint-Sauveur doit accueillir une piscine olympique à vocation métropolitaine. L'étude d'impact soumise au public lors de l'enquête publique se déroulant du 20 mars au 20 avril 2018 mentionne sur ce point l'existence de deux scénarios portant pour le premier sur la construction de trois bassins dont un bassin de 50 mètres et un bassin extérieur, et pour le second sur celle de deux bassins. Cette même étude précise que ces deux scénarios doivent eux-mêmes faire l'objet d'options programmatiques dont l'opportunité et le dimensionnement tant en termes financiers que d'emprise au sol ne sont pas encore déterminés. Le rapport de présentation de l'enquête publique se borne quant à lui à indiquer que la piscine olympique doit être implantée au sud du site en bordure du boulevard Paul Painlevé. Toutefois, par une délibération du 19 octobre 2017, le conseil de la métropole européenne de Lille a approuvé la réalisation, sous la maîtrise d'ouvrage de la métropole, de la piscine olympique métropolitaine sur le site de Saint-Sauveur à Lille, et a autorisé le lancement de la procédure de dialogue compétitif en vue de conclure un marché public global de performance, son président à signer ce marché d'un montant

prévisionnel global de 70 500 000 euros HT et le lancement des appels d'offres ouverts européens pour les missions de contrôle technique et de coordination SPS. Cette délibération mentionne en outre que cet équipement sera situé dans le secteur dit du Belvédère et que son emprise est évaluée à 11 500 mètres carrés. Elle comporte aussi de nombreuses précisions sur la composition de cet équipement en mentionnant qu'il comprendra notamment un « bassin sportif de 50 mètres et 10 couloirs », « un bassin polyvalent de 33m par 25m », « un bassin nordique de 50m par 20m », « un bassin balnéo-ludique, intégrant une zone de petite enfance et des jeux pour un public familial », « un bassin dédié aux activités encadrées de type aqua fitness » et « une fosse de plongée proposant plusieurs paliers de profondeur allant jusqu'à 40 mètres ».

10. Ainsi, à la date à laquelle l'enquête publique s'est déroulée, soit du 20 mars au 20 avril 2018, les principales options d'aménagement de la piscine olympique et de ses annexes étaient d'ores et déjà définies depuis plusieurs mois. Eu égard à l'ampleur du complexe aquatique envisagé qui constitue un des principaux éléments du projet d'aménagement du site de Saint-Sauveur, ces options devaient être mises à la disposition du public afin de lui permettre d'appréhender la nature et la localisation des travaux prévus en ce qui concerne le principal équipement public du projet d'aménagement du site de Saint-Sauveur ainsi que ses caractéristiques générales. L'omission de ces éléments a ainsi eu pour effet de priver le public d'informations pertinentes quant à la description des caractéristiques du projet telle que prévue par le II de l'article R. 122-5 du code de l'environnement ainsi que des incidences d'un tel équipement sur l'environnement.

S'agissant des effets sur l'eau et les nappes phréatiques :

11. Il ressort des pièces du dossier et notamment de l'étude d'impact qu'au droit du site de Saint-Sauveur, deux masses d'eau souterraines sont présentes, soit la « craie de la vallée de la Deûle » et le « calcaire carbonifère de Roubaix Tourcoing ». Il apparaît que ces eaux souterraines présentent une très forte vulnérabilité aux pollutions induites par les activités humaines en raison, d'une part, de la proximité de la nappe de craie et, d'autre part, de la nature friable et poreuse de cette roche fragile. L'étude d'impact précise en outre que « l'est du site semble plus propice à l'implantation de bâtiments légers (sur fondations superficielles) que l'ouest du site où des bâtiments lourds (sur fondations profondes) seraient plus adaptés ». Toutefois, cette même étude ne comporte aucune analyse de l'impact de l'implantation de la piscine, qui doit se faire à l'est du site, notamment sur la nappe du calcaire carbonifère. Eu égard à la particulière vulnérabilité des eaux souterraines au droit du site du Belvédère, ainsi qu'à la nature et l'importance des constructions envisagées, soit une piscine, des bassins annexes et une fosse de plongée allant jusqu'à 40 mètres et aux travaux de fondations qu'elles impliquent, l'absence d'évaluation des effets de tels travaux sur les masses d'eau précitées caractérise l'existence d'une insuffisance de l'étude d'impact en cause. La circonstance que postérieurement à la tenue de l'enquête publique, des études complémentaires ont été menées, se concrétisant notamment par la rédaction en mai 2018 d'une « Note technique sur la vulnérabilité de la nappe du Carbonifère » en vue de permettre de lever la réserve émise par le commissaire enquêteur sur ce point, et qui ont porté sur l'implantation de la piscine, les sols du site du Belvédère et les incidences en termes de déplacement de la création et du fonctionnement de la piscine, n'a pas eu pour effet de pallier l'insuffisance des seules informations mises effectivement à la disposition du public.

12. Les associations requérantes soutiennent en outre que l'étude d'impact litigieuse ne comporte pas de précisions suffisantes quant aux solutions techniques envisagées pour prévenir les risques de pollution chronique tenant à des rejets d'eaux pluviales dégradées. Il ressort des pièces du dossier que la stratégie de gestion des eaux pluviales du projet consiste à privilégier une infiltration maximale des eaux de ruissellement dans la nappe de la craie. Les éléments de l'étude d'impact quant aux ouvrages de décantation et de filtration prévus afin de prévenir les risques de pollution ainsi induits, soit des bassins plantés ou des puits d'infiltration, ont permis à la population de disposer d'une information complète et aux autorités administratives compétentes de porter, en toute connaissance de cause, une appréciation sur ces points.

S'agissant de la qualité de l'air :

13. Il ressort des pièces du dossier et notamment de l'étude d'impact que le site de Saint-Sauveur, qui dans le cadre du projet litigieux doit accueillir 2 000 à 2 500 logements, une école et le centre aquatique mentionné ci-dessus, présente une forte sensibilité vis-à-vis de la pollution atmosphérique ayant pour origine le trafic routier en raison de la proximité d'axes à forte circulation.

14. En application du II de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, l'étude d'impact doit comporter un « scénario de référence » qui tend à décrire les aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement. L'étude doit en outre comporter un aperçu de l'évolution de ces aspects tant en cas de mise en œuvre du projet qu'en l'absence de celle-ci, sous réserve que l'évaluation des changements naturels par rapport au scénario de référence puisse être faite moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles. Il ressort des pièces du dossier que l'évaluation de l'évolution des émissions de polluants atmosphériques sur le site de Saint-Sauveur dans ces différentes hypothèses a notamment été effectuée sur le fondement des projections réalisées dans le cadre du plan de déplacements urbains (PDU) de la métropole européenne de Lille établi pour la période 2010-2020. Toutefois, il apparaît que ces projections ne se sont pas avérées exactes tel que cela résulte de l'évaluation à mi-parcours du PDU établie le 29 novembre 2017 par les services de la métropole européenne de Lille. Si l'étude d'impact mentionne ainsi que les émissions diminuent entre l'état actuel, basé sur les voiries existantes comme les trafics routiers actuels, et l'état de référence en 2030, soit l'état projeté dans l'hypothèse où le projet ne serait pas réalisé, en se fondant notamment sur une légère baisse attendue du trafic et la mise en œuvre de nouvelles normes d'émissions sur les véhicules plus contraignantes à l'horizon 2030 telles que prévues par le PDU, l'évaluation précitée mentionne que, contrairement aux prévisions de ce plan, sur Lille et pour la période 2006-2016, la part des déplacements en voiture a augmenté (+ 2% voiture conducteur, +5% voiture passager), tandis que celle de la marche a diminué (- 6%) . Il apparaît ainsi que les comparaisons effectuées dans l'étude d'impact entre l'état actuel et l'état de référence reposent sur des données inexactes et auraient dû être reprises et actualisées sur la base de celles issues de l'évaluation à mi-parcours du PDU, ainsi que l'a relevé dans ses conclusions le commissaire enquêteur qui a également émis une réserve sur ce point. Dans ces circonstances et alors que l'étude d'impact mentionne par ailleurs que le volume de déplacements motorisés induit par le projet Saint-Sauveur est évalué à 8 578 voitures par jour, ces inexacitudes quant aux évolutions de la qualité de l'air du fait de la circulation automobile ont été de nature à nuire à l'information complète de la population.

15. Les associations requérantes soutiennent en outre que les mesures concernant la qualité de l'air mentionnées dans l'étude d'impact, qui ont été réalisées du 12 au 29 juin 2012 et du 18 mars au 2 avril 2014, ne correspondent pas à la situation prévalant à la date de l'enquête publique. Elles font aussi valoir que la campagne hivernale de mesures effectuée en 2014 l'a été au cours des mois de mars et avril alors que les phénomènes de pollution sont plus marqués au cœur de l'hiver. Toutefois, ces circonstances ne permettent pas d'établir à elles seules que les données recueillies dans ce cadre seraient biaisées. Si les associations requérantes invoquent aussi la caducité de ces données dès lors que postérieurement au mois de juin 2012, des projets immobiliers conséquents ont été réalisés à proximité du site de Saint-Sauveur, cette allégation est insuffisamment étayée. Il ne ressort par ailleurs pas des pièces du dossier que la circonstance que l'évaluation faite de l'impact sanitaire des particules PM10 l'a été, non pas en se fondant sur des mesures réalisées in situ, mais sur une extrapolation de données datant de 2013, a eu pour conséquence de soumettre au public une information insuffisante ni d'influer sur le sens de la décision prise par l'autorité compétente, les associations requérantes ne critiquant pas la méthode de modélisation utilisée et se bornant à faire valoir l'obsolescence des données employées sans pour autant l'établir. Il en va de même de l'absence de données dans l'étude d'impact sur les particules PM 2,5, dites particules très fines, les associations requérantes ne justifiant pas de la nécessité impérieuse de leur prise en compte en plus de celles relatives aux particules fines et le commissaire enquêteur n'ayant pas non plus émis de réserve ou recommandation sur ce point.

S'agissant des îlots de chaleur urbains :

16. Si l'étude d'impact n'analyse pas de manière précise le rôle joué par le site de Saint-Sauveur dans le cadre de la régulation de la température urbaine, les causes des phénomènes d'îlots de chaleur urbains y sont décrites ainsi que leurs conséquences. L'étude d'impact analyse par ailleurs les mesures de réduction intégrées au projet tenant à la limitation de la circulation automobile, à la politique énergétique menée sur les bâtiments, au choix de revêtements et à la création d'îlots de fraîcheur par le développement d'espaces verts et de surfaces en eau ainsi qu'à la valorisation des vents en provenance de l'ouest afin d'aérer le site par l'implantation des bâtiments. Ainsi, la seule omission ou insuffisance invoquée par les associations requérantes n'a pas eu pour effet de nuire à l'information complète de la population et n'a pas été de nature à exercer une influence sur la décision de l'autorité administrative.

S'agissant des mesures compensatoires :

17. L'étude d'impact mentionne la présence sur le site de Saint-Sauveur du faucon Crécerelle comme du faucon Pèlerin ainsi que de deux espèces de chiroptères (Pipistrelle commune et Sérotine commune). L'étude souligne que l'incidence du projet sur ces espèces est faible dès lors que le site de Saint-Sauveur constitue avant tout pour ces espèces un territoire de transit et qu'elles ne seront que faiblement impactées par l'aménagement de ce dernier. Les associations requérantes n'établissent pas qu'une telle analyse serait insuffisante ou inexacte. Par suite, eu égard à l'enjeu écologique modéré que présentent ces espèces, l'absence de mention de mesures compensatoires au sein de l'étude d'impact n'a pas nui à l'information du public ni n'a eu d'influence sur le sens de la délibération contestée. S'il est encore soutenu que le site du Belvédère n'aurait pas été intégré au périmètre d'étude du milieu naturel, il ressort des cartes relatives aux habitats d'intérêt pour l'entomofaune et aux corridors biologiques potentiels et d'intérêt pour la biodiversité que ce site a été pleinement intégré à l'analyse du milieu naturel par l'étude d'impact.

18. Il résulte de ce qui précède que l'étude d'impact comporte des inexactitudes et des insuffisances quant aux évolutions de la qualité de l'air du fait de la circulation automobile, des omissions et insuffisances quant aux caractéristiques de la piscine olympique et des insuffisances quant à l'impact du projet sur l'eau et les nappes phréatiques qui ont eu pour effet de nuire à l'information complète de la population et qui sont, par voie de conséquence, de nature à vicier la procédure.

S'agissant de la régularisation :

19. Aux termes de l'article L. 123-14 du code de l'environnement : « I.- (...) / II.- *Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification. / Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête / (...)* ». L'article R. 123-23 du même code dispose que : « *Lorsqu'une enquête complémentaire est organisée conformément au II de l'article L. 123-14, elle porte sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et pour l'environnement. L'enquête complémentaire, d'une durée de quinze jours, est ouverte dans les conditions fixées aux articles R. 123-9 à R. 123-12. / Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment : / 1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan ou programme, à l'étude d'impact, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-1 ou au rapport sur les incidences environnementales ; / (...)* ».

20. Il ressort des pièces du dossier qu'à la suite d'une enquête publique menée du 22 février au 8 mars 2019 sur le fondement des dispositions de l'article L. 123-14 du code de l'environnement, le conseil de la métropole a, par une délibération du 28 juin 2019 qualifiée de « décision complémentaire », déclaré d'intérêt général le projet d'aménagement Saint-Sauveur en vue de sa mise en compatibilité avec le plan local d'urbanisme. Toutefois, eu égard à l'objet de l'enquête publique menée, soit compléter l'information du public notamment sur les points mentionnés dans l'ordonnance du 5 octobre 2018 par laquelle le juge des référés du tribunal de Lille a suspendu l'exécution de la délibération du 15 juin 2018 au motif des omissions et inexactitudes de l'étude d'impact, grâce à une nouvelle version de celle-ci, et non pas informer le public d'éventuels changements ayant pour effet de modifier l'économie générale du projet qui auraient été décidés au vu des conclusions du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête menée du 20 mars au 20 avril 2018, le projet demeurant inchangé, cette seconde enquête ne pouvait être organisée dans le cadre des dispositions de l'article L. 123-14 précitées. Elle a, au surplus, été menée postérieurement à l'édition de la décision prise à la suite de l'enquête publique effectuée du 20 mars au 20 avril 2018. Enfin, la circonstance qu'afin de permettre une régularisation d'actes contestés devant lui et entachés d'un vice de forme ou de procédure, le juge puisse, soit sur le fondement de dispositions législatives telles que notamment celles prévues par le code de l'urbanisme ou le code de l'environnement, non applicables au cas d'espèce, soit de sa propre initiative en matière de déclaration d'utilité publique, surseoir à statuer pour permettre à l'administration de procéder, dans un délai qu'il fixe, à cette régularisation, y compris en mentionnant la possibilité de mener une enquête publique complémentaire sur le fondement de l'article L. 123-14 du code de l'environnement pour porter des éléments nouveaux à la connaissance du public, ne saurait conférer à l'administration la

faculté d’user, à sa seule initiative, de cette procédure de régularisation en vue, comme en l’espèce, de remédier à des inexactitudes, omissions ou insuffisances d’une étude d’impact ayant pu avoir pour effet de nuire à l’information complète de la population. Pour ce faire, il appartenait à la métropole européenne de Lille, après la décision du juge des référés, d’organiser une nouvelle enquête publique de droit commun, et non à caractère complémentaire, et de prendre à l’issue de celle-ci une nouvelle décision déclarant d’intérêt général le projet en vue de sa mise en compatibilité avec le plan local d’urbanisme se substituant à celle du 15 juin 2018. Par suite, la métropole européenne de Lille ne peut valablement soutenir que l’enquête publique complémentaire menée du 22 février au 8 mars 2019, à supposer qu’elle ait remédié aux insuffisances et inexactitudes retenues au point 18, et la délibération du 28 juin 2019, qualifiée de « décision complémentaire », déclarant à nouveau d’intérêt général le projet d’aménagement Saint-Sauveur en vue de sa mise en compatibilité avec le plan local d’urbanisme ont eu pour effet de régulariser la délibération du 15 juin 2018, que celle du 28 juin 2019 n’avait au demeurant ni pour objet ni même pour effet d’abroger ou de retirer.

En ce qui concerne la méconnaissance des dispositions des articles L. 126-1 et L. 122-1-1 du code de l’environnement :

21. Aux termes de l’article L. 126-1 du code de l’environnement : « (...) / La déclaration de projet mentionne l’objet de l’opération tel qu’il figure dans le dossier soumis à l’enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d’intérêt général. (...) En outre, elle comporte les éléments mentionnés au I de l’article L. 122-1-1 du code de l’environnement ». Aux termes du I de l’article L. 122-1-1 du même code : « (...) / La décision de l’autorité compétente est motivée au regard des incidences notables du projet sur l’environnement. Elle précise les prescriptions que devra respecter le maître d’ouvrage ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Elle précise également les modalités du suivi des incidences du projet sur l’environnement ou la santé humaine. / (...) ».

22. Si la délibération du 15 juin 2018 du conseil de la métropole européenne de Lille contestée mentionne que « la MEL s’attachera à respecter une garde vis-à-vis du toit des calcaires du Carbonifère, au minimum de l’ordre de 10 m, pour ce qui est des ouvrages définitifs comme les ouvrages et travaux provisoires », elle ne comporte toutefois pas la mention de l’ensemble des prescriptions que le maître d’ouvrage devra respecter telles qu’elles peuvent être définies au stade de la déclaration de projet. Il en est de même en ce qui concerne les modalités du suivi des incidences du projet sur l’environnement ou la santé humaine. Par suite, la décision attaquée méconnaît les dispositions mentionnées au point précédent du présent jugement.

23. Il résulte de tout ce qui précède que, faute pour le tribunal de pouvoir surseoir à statuer en vue de permettre la régularisation de vices de procédure entachant une déclaration d’intérêt général d’un projet sur le fondement de l’article L. 126-1 du code de l’environnement, l’association pour la suppression des pollutions industrielles et l’association Parc Saint Sauveur (protection aménagement réappropriation collective du site Saint Sauveur) sont fondées à demander l’annulation de la délibération du 15 juin 2018 par laquelle le conseil de la métropole européenne de Lille a déclaré le projet Saint-Sauveur d’intérêt général et a approuvé la mise en compatibilité du plan local d’urbanisme avec ce projet. Pour l’application de l’article L. 600-4-1 du code de l’urbanisme, aucun des autres moyens invoqués n’est susceptible de fonder cette annulation.

Sur les conclusions à fin d'annulation de la délibération du 28 juin 2019 :

24. Ainsi qu'il a été dit au point 20 du présent jugement, la délibération du 28 juin 2019 a été édictée en méconnaissance des dispositions de l'article L. 123-14 du code de l'environnement dès lors que l'enquête publique préalablement menée n'a pas eu pour objet d'informer le public quant aux avantages et inconvénients de changements modifiant l'économie générale du projet, et ce préalablement à l'intervention de toute décision. Par suite, le moyen tiré de la méconnaissance de ces dispositions doit être accueilli.

25. Il résulte de ce qui précède que l'association pour la suppression des pollutions industrielles et l'association Parc Saint Sauveur (protection aménagement réappropriation collective du site Saint Sauveur) sont fondées à demander l'annulation de la délibération « complémentaire » du 28 juin 2019 par laquelle le conseil de la métropole européenne de Lille a déclaré le projet Saint-Sauveur d'intérêt général et a approuvé la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme avec ce projet. Pour l'application de l'article L. 600-4-1 du code de l'urbanisme, aucun des autres moyens invoqués n'est susceptible de fonder cette annulation.

Sur les frais liés au litige :

26. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de l'association pour la suppression des pollutions industrielles et de l'association Parc Saint Sauveur (protection, aménagement, réappropriation collective du site Saint Sauveur), qui ne sont pas les parties perdantes dans la présente instance, la somme que la métropole européenne de Lille demande au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Il y a lieu, en revanche, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de la métropole européenne de Lille une somme globale de 3 000 euros au titre des frais exposés par l'association pour la suppression des pollutions industrielles et l'association Parc Saint Sauveur (protection, aménagement, réappropriation collective du site Saint Sauveur) et non compris dans les dépens.

DECIDE :

Article 1^{er} : Les délibérations des 15 juin 2018 et 28 juin 2019 du conseil de la métropole européenne de Lille sont annulées.

Article 2 : La métropole européenne de Lille versera à l'association pour la suppression des pollutions industrielles et à l'association Parc Saint Sauveur (protection, aménagement, réappropriation collective du site Saint Sauveur) une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions de la métropole européenne de Lille tendant au bénéfice des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association pour la suppression des pollutions industrielles, à l'association Parc Saint Sauveur (protection, aménagement, réappropriation collective du site Saint Sauveur) et à la métropole européenne de Lille.

Copie en sera adressée au préfet du Nord.

Délibéré après l'audience du 23 septembre 2021, à laquelle siégeaient :

- M. Jarrige, président,
- Mme Allart, première conseillère,
- M. Liénard, conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 14 octobre 2021.

Le président-rapporteur,

L'assesseure la plus ancienne
dans l'ordre du tableau,

A. JARRIGE

L. ALLART

La greffière,

J. DEREGNIEAUX

La République mande et ordonne au préfet du Nord en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,
La greffière.